

Titre	Thème 2 -Idéologies et opinions en Europe de la fin du XIXe siècle à nos jours (12h -14h) Médias et opinion publique dans les grandes crises politiques en France depuis <i>l’Affaire Dreyfus</i>
Nature de la ressource	Travaux de groupes et écriture collaborative par les élèves de l’intégralité de la séquence
Discipline	Histoire
Niveau concerné	Terminales ES/L
Auteur	Sylvie Parrad Lycée Jean de La Fontaine Château-Thierry

ÉCRIRE ENTRE PAIRS

TRAVAUX DE GROUPES ET ÉCRITURE
COLLABORATIVE EN CLASSE DE
TERMINALE L/ES

Travail mené dans deux classes de Terminale ES en novembre 2015

Le cours fait suite à la séquence 1 du même thème sur le socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875

Durée du travail mené avec les élèves: **5 à 6h.**

Capacités élèves travaillées: nommer et périodiser les continuités et ruptures chronologiques; situer et caractériser une date dans un contexte chronologique; situer un événement dans le temps court ou le temps long; mettre en relation des faits ou événements de natures, de périodes différentes; confronter des situations historiques ; identifier des documents; prélever, hiérarchiser et confronter des informations selon des approches spécifiques en fonction du document ou du corpus documentaire; cerner le sens général d'un document ou d'un corpus documentaire, et le mettre en relation avec la situation historique ; critiquer des documents de types différents; rédiger un texte et présenter à l'oral un exposé construit et argumenté en utilisant le vocabulaire historique spécifique; lire un document et en exprimer par écrit les idées clés, les parties ou composantes essentielles; mener à bien une recherche individuelle ou au sein d'un groupe ; prendre part à une production collective.

Description de l'activité: les élèves prennent en charge dans le cadre de travaux de groupe les 5 crises politiques et médiatiques du programme. Le travail commence après une rapide contextualisation et présentation des enjeux et limites chronologiques de la séquence par le professeur. La totalité du cours est donc couverte par le travail de groupe, l'écriture collaborative et la restitution orale.

Retour et bilan: Le temps prévu a été dépassé d'une heure trente; un bilan élèves largement positif, dans les deux classes. les élèves ont plébiscité le travail; la qualité des prestations orales est hétérogène mais globalement très satisfaisante. L'écriture collaborative a donné lieu à des discussions et des échanges surprenants par leur qualité et leur argumentation, en revanche, les travaux écrits montrent une difficulté persistante à mettre en forme des éléments pourtant bien compris et assimilés. Au final, un gros travail en amont mais largement amorti par la motivation et l'appropriation par les élèves de la séquence et du thème. Ils travaillent sans le professeur, et s'emparent intellectuellement du travail avec une aisance étonnante (une des deux classes est une classe assez passive et qui fait preuve d'inertie et d'attentisme, c'est avec eux que le travail a donné les résultats les plus positifs).

Problématique générale de la séquence:

- Quels rôles les médias et l'opinion jouent-ils dans les grandes crises politiques depuis la fin du XIX^e siècle en France ?
- Quelles relations médias et opinion publique entretiennent-ils dans les grandes crises républicaines ?

Plan de la séquence :

I- De l'affaire Dreyfus aux années 1930', des médias qui reflètent et amplifient les clivages de la société (crises étudiées : medias et affaire Dreyfus ; medias et 6 février 1934)

II- De la Seconde guerre aux années 1960', des médias outils de propagande politique (medias et Seconde guerre mondiale ; medias et crise algérienne de mai 1958)

III- Depuis 1968, libéralisation et diversification des médias et dispersion de l'opinion publique (medias et crise de mai 1968)

Le choix pédagogique :

Des travaux de groupes pour une classe de Terminale de 34 élèves.

Durée de l'activité par les élèves :

3 à 4 heures sur les 5 à 6 heures prévues pour traiter la séquence complète.

Organisation :

Salle informatique (tout est déposé en amont sur le réseau ou sur l'ENT) ; + mise à disposition de dossiers papier, ou usage de tablettes ou des téléphones portables.

Les objectifs :

- Prise en charge intégrale par les élèves des 5 crises au programme ;
- Travailler l'autonomie et privilégier le travail entre pairs ;
- Faire écrire en groupe

Précision :

Les 5 crises politiques majeures sont traitées (les travaux de groupe permettant une meilleure gestion du temps et une couverture totale du thème, contrairement au cours dialogué qui impose de faire des choix, le risque de voir « tomber » à l'épreuve en ECD une crise non traitée est nul).

5 groupes sont créés

- Clivages médiatiques et opinion publique pendant l'affaire Dreyfus
- Les medias dans la crise politique du 6 février 1934
- Medias et opinion publique dans la tourmente de la seconde guerre mondiale
- Le pouvoir des medias dans la crise algérienne de Mai 1958 *(en cohérence avec le choix qui a été fait dans le thème 1 : « L'historien et les mémoires de la guerre d'Algérie »)*
- Les médias dans la crise de Mai 1968.

Phase 1 Travaux de groupes

Déroulement :

Les travaux de groupe interviennent en début de séquence. Chaque groupe travaille en îlot de 6 à 7 élèves, ce sont les « **groupes crises** ».

Les groupes se forment, prennent connaissance de la crise et de son contexte à l'aide du manuel (15') puis se répartissent les dossiers à travailler en binômes .

Le groupe est ensuite scindé en 3 binômes, qui travaillent sur un aspect spécifique de la crise, ce travail se fait sur documents.



GROUPES	Binômes	DOCUMENTS	PHASES DU COURS
groupe « Dreyfus »	<ol style="list-style-type: none"> 1. La portée des images, naissance d'une société de la communication 2. La division de l'opinion publique 3. La presse antidreyfusarde 4. La tribune médiatique 	<ol style="list-style-type: none"> 1. La Une du Petit Journal du 13 janvier 1895 (dégradation) 2. Caran d'Ache et Le Grelot 3. La Libre Parole et le « roi des porcs » 4. La Une du Journal L'Aurore 	I- De l'affaire Dreyfus aux années 1930', des médias qui reflètent et amplifient les clivages de la société
groupe « 6 Février 1934 »	<ol style="list-style-type: none"> 1. Presse politique de gauche 2. Presse politique de droite 3. La presse qui dénonce les scandales 	<ol style="list-style-type: none"> 1. La Une du journal Le Populaire du 7 février 1934 2. La Une du Journal L'Action Française du 7 février 1934 3. Une du Canard enchaîné sur l'affaire Stavisky 	
groupe « Seconde guerre mondiale »	<ol style="list-style-type: none"> 1. Un nouveau media : la radio 2. La confrontation de deux journaux pétainiste et résistant 3. La presse antisémite 4. La propagande par la satire 5. La presse aux ordres 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les appels radiodiffusés des 17 et 18 juin 1940 2. Les unes du Cri du peuple de Paris et de Franc-tireur 3. Je suis partout 4. Fac simulé pétainiste « La dingaullite, maladie contagieuse 5. Un journal original pronazi (recul critique nécessaire). 	II- De la Seconde guerre aux années 1960', des médias outils de propagande politique
groupe « Algérie 1958 »	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le rôle de la télévision 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Un reportage télévisé sur la crise et l'appel à de Gaulle 2. La Une du Figaro. 	
groupe « Mai 68 »	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'ORTF et le pouvoir des médias 2. Le contrôle des médias par de Gaulle 3. Le poids des images 4. Le pouvoir de la radio 	<ol style="list-style-type: none"> 1. « La police vous parle tous les soirs à 20h » 2. Caricature de Jean Effel ; L'Express, 30 Janvier 1964. 3. Les affiches de la BNF « Presse, ne pas avaler » 4. La prise de parole radiodiffusée du 30 mai 1968 	III- Depuis 1968, libéralisation et diversification des médias et dispersion de l'opinion publique



- **La première heure** est consacrée au travail sur documents en binômes (consultation de sites, observation et lecture des documents, cerner le sens général, confrontation et contextualisation). Le professeur circule et aide. Les binômes doivent renseigner un questionnaire au format Word (qui permettra des copiés-collés au moment de la mutualisation) qui aide au prélèvement d'informations dans les documents. C'est l'écrit de **niveau 1**.

Questionnaire d'aide aux prélèvements d'informations dans les documents et production de l'écrit de niveau 1

PRÉSENTATION

1. Identifier le(s) document (s) proposé(s)

2. Replacer le(s) document(s) dans son /leur contexte(s)

DESCRIPTION ET
RÉCIT

3. Décrire et synthétiser le(s) document(s).

4. Racontez l'événement ou la crise auquel le(s) document(s) se rattache (ent).

ANALYSE ET INTERPRÉTATION

5. Quelle est la portée du/ des document(s) ? (audience, rôle) dans la crise politique ?

6. Quel est le média concerné par le(s) document(s) ? Quel rôle a-t-il joué dans la crise analysée ?

Questionnaire d'aide aux prélèvements d'informations dans les documents et production de l'écrit de niveau 1

Exemples de
production écrites
d'élèves
Écrit de niveau 1
(binômes)

PRÉSENTATION	1. Identifier le(s) document (s) proposé(s)	Une vidéo de la manif gaulliste place de la concorde, diffusé le 30 Mai 1968 sur l'ORTF (1 ^{ère} chaine), affiche de l'école des beaux arts à Paris mai 68, Texte témoignage de Jean Pierre Bond
	2. Replacer le(s) document(s) dans son /leur contexte(s)	Tout les doc se situent autour de la manifestation gaulliste, durant la crise 29-30 Mai à l'élyse
DESCRIPTION ET RÉCIT	3. Décrire et synthétiser le(s) document(s).	Vidéo : image de la foule pro-gaulliste sur la champs élysées Affiche : Un policier de vent un micro où il est écrit ORTF, dénonce la propagande de l'État. Texte : Témoignage d'un spécialiste, qui explique les diverses censures et les moyens de communication qui se propagent par l'État
	4. Racontez l'événement ou la crise auquel le(s) document(s) se rattache (ent).	Vidéo : Elle se rattache au pro-gaule et à la manifestation Affiche : Elle se rattache au mouvement étudiant manifestant au faveur de la liberté d'expression Texte : Elle se rattache à la censure des radios non contrôlés par l'État
ANALYSE ET INTERPRÉTATION	5. Quelle est la portée du/ des document(s) ? (audience, rôle) dans la crise politique ?	Les documents appellent à la révolte, Les français veulent tout boycotter et font la grève contre les médias contrôlés par l'État, il touche quasiment toute la France, étudiants, ouvriers et fonctionnaires
	6. Quel est le média concerné par le(s) document(s) ? Quel rôle a-t-il joué dans la crise analysée ?	Le radio, elle a informé la France des vrais événements en se basant dans d'autres pays d'Europe.

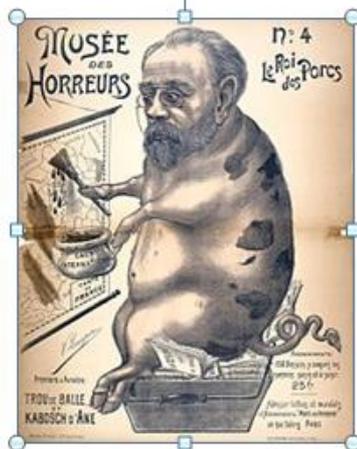
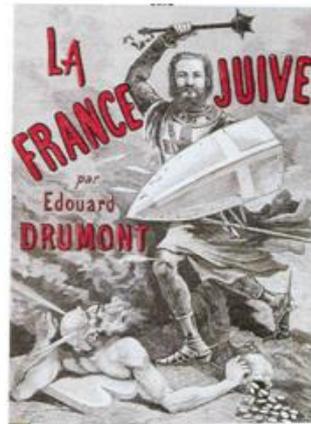
Les dossiers documentaires proposés aux binômes

Chaque binôme trouve sur le réseau un dossier documentaire
avec des liens internet sélectionnés auparavant pour leur
pertinence

Binômes Dreyfus

Travail de groupe, la presse antidreyfusarde

Identifiez vos documents grâce à [ce site](#). Présentez les caractéristiques de la presse antidreyfusarde.



Travail de groupe, La une du *Petit Journal* du 13 janvier 1895



Vous trouverez l'image en haute résolution sur le [site suivant](#). Observez et décrivez. Expliquez la portée médiatique de cette image.

Aidez-vous des sites suivants :

<http://blog.bnf.fr/gallica/index.php/2015/01/23/il-y-a-120-ans-la-degradation-du-capitaine-dreyfus-vue-par-la-presse-2/>

<http://www.musee-armee.fr/collections/base-de-donnees-des-collections/objet/le-traitre-degradation-dalfred-dreyfus-supplement-illustre-du-petit-journal-dimanche-13-janv.html>

Notice pour comprendre :

La presse

Des centaines de titres

« Grâce à la loi sur la presse du 29 juillet 1881, très libérale, et aux progrès techniques (impressions rotatives à partir de 1872, composition mécanique par linotype française en 1887), les lecteurs disposent d'une centaine de journaux quotidiens à Paris et de 257 titres en province. Le *Petit Journal* se vend à un million d'exemplaires ; son supplément hebdomadaire illustré est vendu 5 centimes, avec une couverture en couleurs dès 1890. Les grands titres ont presque tous des suppléments où le ton moralisateur et la théâtralité des illustrations sont en continuité avec la littérature de colportage et inculquent le respect de valeurs modérées » (P. Qry).

Travail de groupe, la presse divise les Français pendant l'Affaire Dreyfus

Rendez-vous sur le [site suivant](#). Expliquez en quoi la presse a contribué à faire de l'affaire Dreyfus un facteur de division de l'opinion publique.



J'accuse d'E. Zola, travail de groupe

Rendez-vous [sur le site](#) suivant

Après avoir replacé la lettre de Zola dans son contexte, expliquez le rôle joué par le journal L'Aurore dans l'affaire Dreyfus.

Vous trouverez d'après la lettre dans sa version complète, mais commencez par le travail sur le document original.



Binômes 6 février 1934



Travail de groupe La presse dans la crise du 6 février 1934

Pour comprendre [la crise du 6 février 1934](#) :

Après avoir pris connaissance du contexte (encadré ci-après et lien de l'histoire par l'image), expliquez le rôle joué par les médias dans la crise politique du 6 février 1934.

Contexte : dans les années 1930, instabilité ministérielle et scandales politico-financiers alimentent l'antiparlementarisme. Les Ligues entretiennent un climat d'agitation teinté d'antisémitisme et de xénophobie.

Rappels sur la crise :

Décembre 1933 : révélations par la presse des malversations du banquier Alexandre Stavisky sur la faillite du Crédit municipal de Bayonne. Il payait les intérêts des placements de ses clients avec l'argent qu'ils lui confiaient. Certains élus locaux (députés radicaux) et ministres (Camille Chautemps) sont mêlés à l'affaire. Stavisky aurait bénéficié de l'indulgence des juges.

8 janvier 1934 : Stavisky meurt à Chamonix dans des conditions mystérieuses au moment où la police vient l'interpeller. Version officielle : suicide. Mais la droite soupçonne un assassinat sur ordre de Chautemps.

La presse antiparlementaire appelle au scandale : elle s'en prend au régime parlementaire accusé de corruption généralisée.

- 9 janvier : manifestation de l'Action française
- 11 janvier : arrestation de rédacteurs de journaux d'extrême-droite
- 12-27 janvier : manifestations de ligues
- fin janvier 1934 : démission du cabinet Chautemps, remplacé par Édouard Daladier nouveau chef du gouvernement.
- 3 février 1934 : limogeage par Daladier du préfet de police de Paris Jean CHIAPPE favorable aux ligues
- 6 février 1934 : par le biais de la presse, les ligues et des organisations d'anciens combattants appellent à manifester le jour où DALADIER se présente à la Chambre. => place de la Concorde à Paris, une manifestation hétéroclite hostile à la République menace de s'emparer de la Chambre des Députés. 30000 personnes. La manif dégénère en émeute. La police intervient : débordée par une partie des manifestants qui se dirigent vers l'Assemblée Nationale, elle tire sur la foule. Bilan : 15 morts et 1500 blessés.
- 7 février 1934 : démission du gouvernement Daladier et formation d'un gouvernement d'union nationale (Gaston Doumergue appelé par Albert Lebrun).

Prenez connaissance de la une du journal d'extrême-droite L'Action Française
http://expositions.bnf.fr/presses/gendme/billoire_222.php
Utilisez l'outil loupe pour lire.



Travail de groupe, La presse dans la crise du 6 février 1934

Pour comprendre [la crise du 6 février 1934](#) :

Après avoir pris connaissance du contexte (encadré ci-après et lien de L'histoire par l'image), expliquez le rôle joué par les médias dans la crise politique du 6 février 1934.

Contexte : dans les années 1930, instabilité ministérielle et scandales politico-financiers alimentent l'antiparlementarisme. Les Ligues entretiennent un climat d'agitation teinté d'antisémitisme et de xénophobie.

Rappels sur la crise :

Décembre 1933 : révélations par la presse des malversations du banquier Alexandre Stavisky sur la faillite du Crédit municipal de Bayonne. Il payait les intérêts des placements de ses clients avec l'argent qu'ils lui confiaient. Certains élus locaux (députés radicaux) et ministres (Camille Chautemps) sont mêlés à l'affaire. Stavisky aurait bénéficié de l'indulgence des juges.

8 janvier 1934 : Stavisky meurt à Chamonix dans des conditions mystérieuses au moment où la police vient l'interpeller. Version officielle : suicide. Mais la droite soupçonne un assassinat sur ordre de Chautemps.

La presse antiparlementaire appelle au scandale : elle s'en prend au régime parlementaire accusé de corruption généralisée.

- 9 janvier : manifestation de l'Action française
- 11 janvier : arrestation de rédacteurs de journaux d'extrême-droite
- 12-27 janvier : manifestations de ligues
- fin janvier 1934 : démission du cabinet Chautemps, remplacé par Édouard Daladier nouveau chef du gouvernement.
- 3 février 1934 : limogeage par Daladier du préfet de police de Paris Jean CHIAPPE favorable aux ligues
- 6 février 1934 : par le biais de la presse, les ligues et des organisations d'anciens combattants appellent à manifester le jour où DALADIER se présente à la Chambre. => place de la Concorde à Paris, une manifestation hétéroclite hostile à la République menace de s'emparer de la Chambre des Députés. 30000 personnes. La manif dégénère en émeute. La police intervient : débordée par une partie des manifestants qui se dirigent vers l'Assemblée Nationale, elle tire sur la foule. Bilan : 15 morts et 1500 blessés.
- 7 février 1934 : démission du gouvernement Daladier et formation d'un gouvernement d'union nationale (Gaston Doumergue appelé par Albert Lebrun).

Prenez connaissance de la Une du journal de gauche Le Populaire
<http://expositions.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k821460p/f1.item.zoom>
Utilisez l'outil loupe pour lire.

Travail de groupe
Le Canard Enchaîné et l'affaire Stavisky

~
~
~
~
~
~

Rendez-vous sur le [site suivant](#) et sur [celui-ci](#). Rendez-compte rapidement de l'affaire. Quel est le rôle ici du journal satyrique Le canard ?



Binômes Seconde guerre mondiale

Travail de groupe Les appels radiodiffusés de de Gaulle et Pétain



PHILIPPE PETAIN
(1856-1951)



CHARLES DE GAULLE
(1890-1970)

Dates des discours	18 juin 1940 Il n'y a pas eu d'enregistrement audio ou vidéo de l'appel du 18 juin. Ce qui n'est pas le cas des appels qui ont suivi, comme celui du 22 juin 1940.
Moyens de diffusion des discours	
Audience et portée du discours	
Causes de la défaite	
Responsables de la défaite	
Projets	

Écoutez les deux appels en suivant les liens et remplissez le tableau. Quel usage de la radio les deux hommes font-ils dans cette période de crise majeure ?

Travail de groupe

Presse collaborationniste contre presse de la résistance

Aidez-vous de [ce site](#).

Présentez la presse des réseaux de Résistance en France pendant l'occupation et le régime de Vichy.

Confrontez les deux documents.



Le Cri du peuple en 1941, dessin en Une de Ralph Soupault
Comment comprendre ce dernier document de juin 1944 ?



Franc-Tireur, le 20 mars 1943

Travail de groupe, la presse sous le régime de Vichy
La propagande antisémite dans la presse

Grâce à [ce lien](#), lisez la Une du journal et rendez-en compte en le replaçant dans son contexte (utilisez l'outil « loupe »). Expliquez pourquoi ce journal paraît sous le régime de Vichy.



« Je suis partout »
 L'antisémitisme du journal se décline après les émeutes de février 1934, puis encore plus après l'accession de Léon Blum à la tête du gouvernement en 1936. Il rivalise de racisme avec les publications nazies à partir de 1938 avec deux numéros spéciaux : « Les Juifs » (1938) puis « Les Juifs et la France » (1939). Dans ce deuxième numéro, Lucien Rebetet est l'auteur d'un long article sur « L'Affaire Dreyfus », article dans lequel la culpabilité de Dreyfus ne fait pas alors le moindre doute pour l'écrivain. Je suis partout réclame un fascisme à la française : « On ne matera le fascisme étranger que par le fascisme français, le seul vrai fascisme. » (14 avril 1939).

Le journal, interdit en 1940, peu avant l'invasion allemande, reparait en 1941 et cite sa collaborationnisme. Triomphant après avoir obtenu de reparaître sous l'occupation allemande, l'hebdomadaire multiplie les polémiques et les appels au meurtre contre les Juifs et les hommes politiques de la III^e République. Le journal du 25 septembre 1942 écrit : « Il faut se séparer des Juifs en bloc et ne pas garder les petits. »

Travail de groupe
La presse et la propagande de Vichy contre De Gaulle

Rendez-vous sur [ce site](#) et consultez également la photocopie en A3 de « La dingaullite ». Remplacez le document dans son contexte et expliquez le rôle de ces medias que sont les affiches et bandes dessinées pendant l'occupation et le régime de Vichy.



Travail de groupe
Un journal original de mai 1941 (attention journal pro-nazi)

Source : La France au travail, quotidien pro-nazi, créé sur demande d'Otto Abetz par l'avocat Picard et Juliette Gouffet, et calqué sur l'ancienne presse communiste de façon à en capter les lecteurs. Interdit en 1944.

Prenez connaissance de la Une du journal et rendez compte des thèmes et de leur traitement journalistique. Qu'en conclure ?



13 Mai 1958

Travail de groupe

La crise de mai 1958 et sa couverture médiatique

Rendez compte du site suivant, <http://www.ina.fr/audio/PHL02009161>

Comment les médias français ont-ils traité la crise du 13 mai 1958 et ses conséquences ?

Message du président Coty...
au Parlement
le 29 mai 1958.

UNA...
Le retour...
de De Gaulle, avl...
(6.05.1958).



Travail de groupe

Le traitement médiatique de la crise de Mai 1958 et du retour de de Gaulle

Visionnez [ici](#) le reportage sur la crise de 1958. Quelle présentation les médias télévisés et la presse écrite (document ci-après) font-ils de l'événement ? Racontez rapidement ce qui se passe alors.



Chronologie de la crise :

- 13 mai 1958 : Pierre Pflimlin, député MRP favorable à une solution négociée du problème algérien, devient président du Conseil.
- 13 mai 1958 : A Alger se tient une grande manifestation en faveur de "l'Algérie française" pour s'opposer à l'investiture de Pflimlin. Elle dégénère en révolte : le général Massu en prend le tête et lance un appel à De Gaulle "seul capable de prendre le tête d'un gouvernement de salut public".
- 15 mai 1958 : De Gaulle déclare à la presse qu'il se "sent prêt à assumer les pouvoirs de la République".
- 28 mai 1958 : Le président de la République René Coty pousse le président du Conseil Pierre Pflimlin à céder la place à Charles de Gaulle.
- 29 mai 1958 : Le président de la République adresse un message aux Chambres qui appellent De Gaulle à former un gouvernement.
- 1er juin 1958 : Investiture, par 529 voix contre 224, de Charles de Gaulle, qui devient le dernier président du Conseil de la IV^{ème} République.
- 3 juin 1958 : De Gaulle reçoit les pleins pouvoirs constitutionnels.
- 4 juin 1958 : Allocution du général de Gaulle à Alger : " Je vous ai compris "

Mai 68

Travail de groupe Le contrôle des médias par le pouvoir gaulliste

Regardez un peu de la conférence de presse de de Gaulle en 1965 [ici](#).
Que pensez-vous du rapport de De Gaulle à la télévision ?
Quelle confrontation faire entre cette réalité et la caricature ci-après ?



Caricature de Jean Effel ; L'Express, 30 Janvier 1964.

Travail de groupe L'ORTF et le contrôle des médias en Mai 1968

Montrez en quel cas documents rendent compte des relations entre pouvoir, médias et opinion publique dans le sursaut de mai 1968. Suivez le lien de la dernière phrase du texte pour comprendre ce que veut dire l'auteur.



Affiche des ateliers populaires de l'ORTF des étudiants de Paris, mai 1968

Le 30 mai 1968 - Témoignage de Jean-Pierre Rault.

« L'allusion aux fréquences d'ondes courtes exige qu'on rappelle comment fonctionnaient les radios péryphériques (les seules auxquelles on pouvait faire confiance pour savoir ce qui se passait dans le rue). Le monopole de l'ORTF faisait que les émetteurs de ces radios se situaient à l'étranger, à l'exception de Radio Montecarlo dont le capital était possédé à 80% par l'État et qui bénéficiait, avec un émetteur sur le mont Agg (Alpes-Maritimes), d'une situation d'illégalité tolérée. [...] les radios péryphériques firent collectivement leur travail. Mais, lorsque les journalistes faisaient en direct la description d'un mouvement de rue, cela amenait très rapidement du monde sur les lieux ; une petite manifestation pouvait vite devenir énorme. C'est pourquoi le pouvoir appelait Europe n°1 "Radio Émeute". Or, pour pouvoir couvrir l'événement en direct, les radios avaient besoin de fréquences d'ondes courtes, qui leur ont été très vite confisquées sous le prétexte officiel que la police en avait besoin pour la communication entre les cars des forces de l'ordre. Les journalistes en étaient réduits à monter chez les particuliers et à emprunter leur téléphone pour faire malgré tout du direct. Ces fréquences leur ont été restituées le 30 mai 1968 pour qu'ils contribuent involontairement au succès de la manifestation gaulliste.

Travail de groupe
Les médias dans la crise de Mai 1968

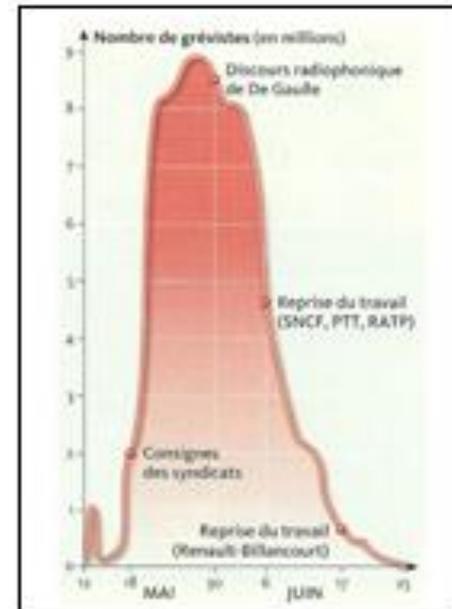


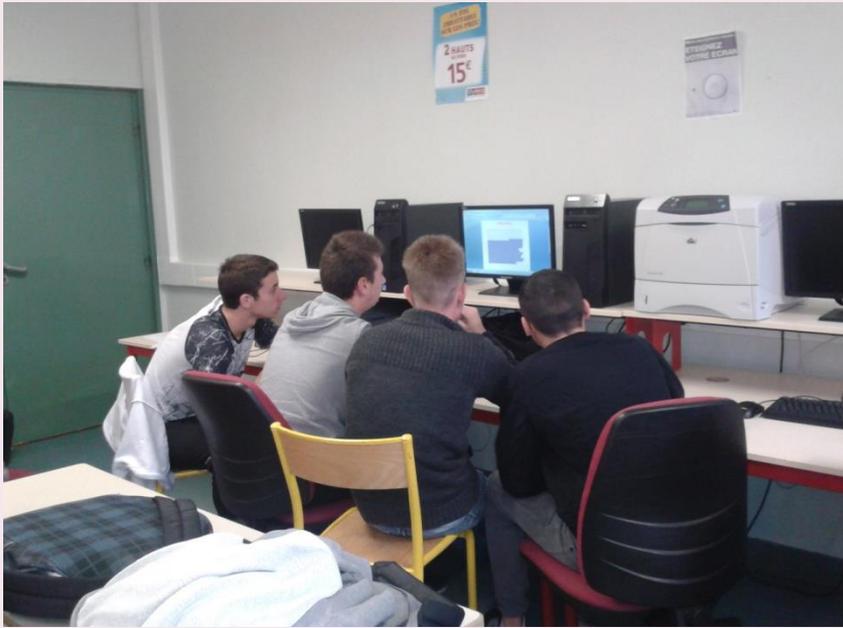
Rendez-vous sur [ce site](#). Sur l'onglet « Presse, ne pas avaler », choisissez quelques images que vous replacerez dans leur contexte et que vous expliquerez.



Travail de groupe
L'Etat et les médias à la fin de la crise de Mai 1968

Écoutez le [discours radiodiffusé](#) de de Gaulle du 30 Mai 1968 en plénière de Mai 68. Faites-en une synthèse et expliquez pourquoi de Gaulle choisit la radio. Quels sont les effets de ce discours (confrontation avec le document statistique).





- Les deuxième et troisième heures, les binômes se rassemblent et reforment le groupe « crise » du départ, ils se rendent compte de leur travaux à l'oral et produisent collectivement un texte qui répond à une matrice, le même pour tous les groupes. C'est l'écrit de niveau 2. Il correspond à une synthèse de tous les binômes du groupe. Les exemples précis et connaissances sont repris des écrits de niveau 1.

Phase 2 Écrire ensemble



Fiche-guide normative pour aider à la production écrite finale du groupe « crise » (écrit de niveau 2)

Consigne : Raconter et expliquer les relations qu'entretiennent media et opinion publique dans la crise de

Nommer ici la crise ou l'événement auquel le(s) document(s) se rapporte (ent)

.....

Idée principale

- Dater et présenter la crise politique sur laquelle vous avez travaillé (aide du manuel)
- problématiser en prenant appui sur l'ensemble de vos documents

Idée principale

- présenter le rôle joué par les medias que vous avez analysés en utilisant les documents étudiés (identifier et contextualiser rapidement)
- rendre compte du contenu de vos documents

Idée principale

- expliquer en quoi les documents montrent les relations entre médias et opinion publique dans la crise concernée

Ariane
Maureen
Thorian G.
Alexis
[Drucilla]

M Contextualisation de la crise

Le 6 février 1934 a lieu une crise politique dans Paris : elle prend la forme d'une manifestation conduite par différentes ligues d'extrême droite.

Ces ligues dénigrent le régime parlementaire qu'est la III^e République. Cette dernière est affaiblie par la crise économique de 1929 (et le chômage qui en découle), est marquée par une forte instabilité politique (les gouvernements sont renversés les uns après les autres) et s'inscrit dans un contexte de prise de pouvoir des fascistes en Europe. Le mécontentement atteint son apogée avec l'éclatement de l'affaire Stavisky en janvier 1934 : un banquier d'origine juive s'avère être un escroc professionnel qui a bénéficié d'appui parlementaire. A la suite de ce scandale économique et politique, les rédacteurs des journaux extrémistes manifestent puis sont arrêtés. Un nouveau premier ministre centriste, Edouard Daladier, est nommé et doit présenter son gouvernement le 6 février 1934.

Les ligues en profitent pour manifester place de la Concorde, et menacent de s'emparer de la chambre des députés. 30 000 manifestants sont présents; la situation dégénère, la Garde ouvre le feu : 15 manifestants sont tués et on compte 1 500 blessés.

Le 7 février 1934, l'évènement fait la une de la presse et Daladier démissionne.

La presse, au lendemain de la crise, apparaît divisée et traduit ainsi la rupture de l'opinion politique publique, comme l'illustre les unes des journaux le Populaire et l'Action Française.

Contenu des journaux traitant de la crise

Le Populaire est un quotidien orienté politiquement, c'est un journal du parti socialiste (S.F.I.O : Section Française de l'Internationale Ouvrière).

Il rassemble, donc des lecteurs de gauche.

L'action Française est un quotidien antisémite, nationaliste et monarchiste.

Ses lecteurs adhèrent aux idéaux d'extrême droite.

Les journaux, suite à leurs orientations politiques respectives traitent ainsi un même évènement d'une manière diamétralement opposée.

Le Populaire titre « *Le coup de force fasciste a échoué* ».

Les ligues sont présentées comme des mouvements fascistes, le journal insiste sur l'échec des manifestations et de ce qu'il considère comme une tentative brutale de prise de pouvoir (coup d'état). Le gouvernement est présenté comme un défenseur triomphant des valeurs de la République. Le journal emploie des mots forts tel que « *complots* » et appelle à l'unité ainsi qu'à l'application des directives du parti socialiste (« *Camarades, plus que jamais observez strictement les mots d'ordre du parti* »). L'intervention de la Garde républicaine ainsi que le nombre de morts et de blessés ne sont pas évoqués.

L'Action Française présente un titre accusateur : « *Après les voleurs, les assassins* », les termes ne sont pas anodins et ont un sens fort.

Le terme voleur se réfère à l'affaire Stavisky : le banquier est accusé d'escroquerie et les accusations menacent également les hommes politiques, dont des parlementaires, qui sont soupçonnés d'avoir appuyé le financier. Le procès est indéfiniment reporté. Le 9 janvier 1934 les Français apprennent la mort de Stavisky. Officiellement il s'agit d'un suicide ; cependant, une majorité de l'opinion publique ainsi que les médias estiment qu'il s'agit d'un assassinat. En effet, si le banquier était resté en vie, il aurait pu avouer le nom de ses complices et ainsi compromettre de nombreux politiciens hauts placés. La mort suspecte de Stavisky fait donc l'objet de satyres, comme l'illustre la une du Canard enchaîné le 10 janvier 1934 qui titre « *Stavisky se suicide d'un coup de revolver tiré à bout portant* ». Le paradoxe et l'absurdité de cette phrase dénonce l'annonce officielle stipulant un suicide. L'action française se sert donc de scandale qui est une des causes de la crise du 6 février 1934.

L'intervention de la Garde républicaine ainsi que les 15 morts sont les idées principales de l'article comme l'illustre l'expression « *Paris couvert de sang* ». L'image du gouvernement est celle d'un escroc, d'un meurtrier et d'un lâche ; en effet, Daladier ne semble pas assumer les conséquences de ses responsabilités : « *Daladier refuse de s'expliquer devant la chambre, il quitte le palais en Bourbon par derrière longeant les murs sans oser sortir de la voiture* ».

Les deux journaux reflètent donc, en représentant chacun un public politique distinct, l'opinion publique.

Rôle des médias

Chaque journal en rassemblant un public politiquement opposé et en présentant une première page non anodine, partielle, permet de refléter la division de l'opinion publique sur la crise politique de février 1934.

Par ailleurs, la crise du 6 février 1934 contribue à la formation du Front populaire, une alliance électorale conclue par les trois grands partis de gauche (le parti communiste de Maurice Thorez, le parti socialiste de Léon Blum et le parti radical-socialiste d'Edouard Daladier) dans le but de se rassembler et de faire face à la menace de l'extrême droite. Deux ans plus tard, le Front populaire mené par Léon Blum remporte les élections législatives.

Exemple de production écrites des élèves écrit de niveau 2 « groupe crise » ici, un travail amendé par toute la classe

Phase 3 Rendre compte

- **Le cours dialogué** ne reprend qu'à la 3^o heure. L'introduction générale du cours est élaborée par la classe (qui a maintenant les éléments pour comprendre et problématiser puisque la rédaction de l'introduction intervient à la fin des travaux de groupes). Le professeur prend en charge le cours sur le temps long et les explications « inter-crisis ». Chaque fois que le cours s'arrête sur une crise en particulier, un groupe prend le relais et fait cours à la classe, au tableau, en projetant les documents utilisés et leur écrit final.
- Les fiches « crise » élaborées par les élèves sont projetées, commentées, améliorées collectivement puis validées par la classe. Elles sont ensuite photocopiées pour tous les élèves et servent tant de trace écrite que de « fiches de révision » du bac pour l'ensemble de la classe. Les élèves ne prenant aucune note, toute leur concentration se porte sur l'écrit à amender.

La conclusion

- A la fin de l'ensemble du cours, les élèves réalisent chez eux la conclusion générale. Elles sont lues en classe (et projetées à la caméra de bureau), on élit la meilleure, on l'amende si nécessaire. Ci-après, la conclusion plébiscitée par les élèves.

Histoire: Media et opinion publique.

Depuis la fin du XIX^e siècle, la France a connu 5 crises qui ont scindé, divisé l'opinion publique au point de mettre en péril la République, ce sont les médias qui accentuent les clivages politiques dans ces diverses crises, des médias qui ont une grande influence sur l'opinion publique: que ce soit lors de l'Affaire Dreyfus ou du 6 février 1934, c'est la presse écrite qui crée un réel conflit dans la société. Après 1934, la radio prend de plus en plus d'importance comme le montre la crise de 1940, lors de l'occupation allemande, notamment avec les discours du Général de Gaulle. Ces deux médias sont alors rejoint par la télévision. Les crises de Mai 1958 en Algérie et de Mai 68 mettent une nouvelle fois en évidence le rôle des médias dans l'orientation de l'opinion publique (presse et radio majoritairement pro-gaulliste) également par le biais de médias contrôlés par l'état ou sujets à la censure qui font face aux radios libres; jusqu'à internet qui prend un rôle déterminant et révolutionnaire totalement les médias. Cette diversification des médias reste très critiquable dans la mesure où ce sont d'excellents moyens de manipuler l'opinion publique.

La trace écrite complète est composée :

- du cours, très resserré, comprenant :
 - une introduction problématisée de type « composition », rédigée collectivement après le travail de groupe,
 - un plan très détaillé et des paragraphes explicatifs succincts pour les périodes d'une crise à l'autre,
 - les 5 fiches « crises » produites par les groupes au format word,
 - une conclusion générale, en travail autonome.
- une carte heuristique,
- une frise chronologique

I. Des médias qui reflètent et amplifient les clivages de la société

1894 à 1939



1. AFFAIRE DREYFUS
1894 à 1905

II. Des médias outils de propagande

1940 à 1967



2. 6 FEVRIER 1934
févr. 1934



3. 2GM



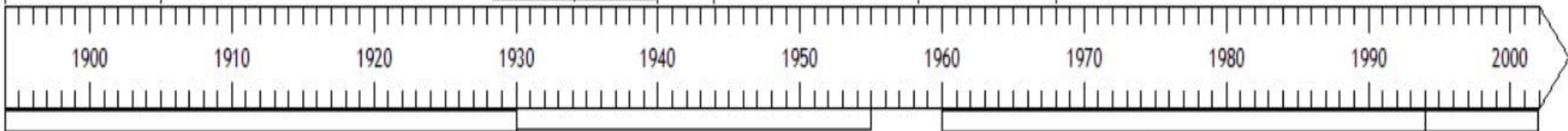
4. CRISE ALGERIENNE
mai 1958



5. CRISE DE MAI 1968
1968

III. Libéralisation et diversification des médias

1968 à 2002



Age d'or de la presse écrite

Presse écrite et radio

Culture de masse audiovisuelle

Internet et réseaux sociaux

III^e République
1894 à 1940

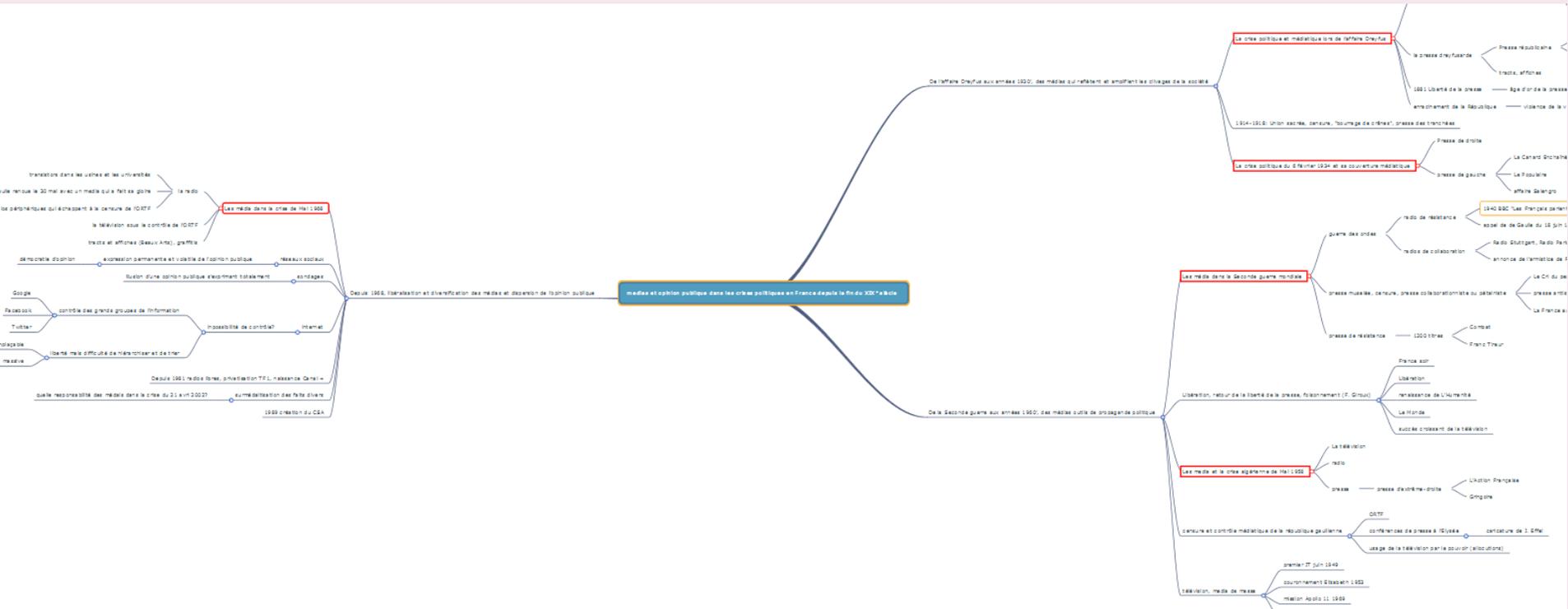
Vichy

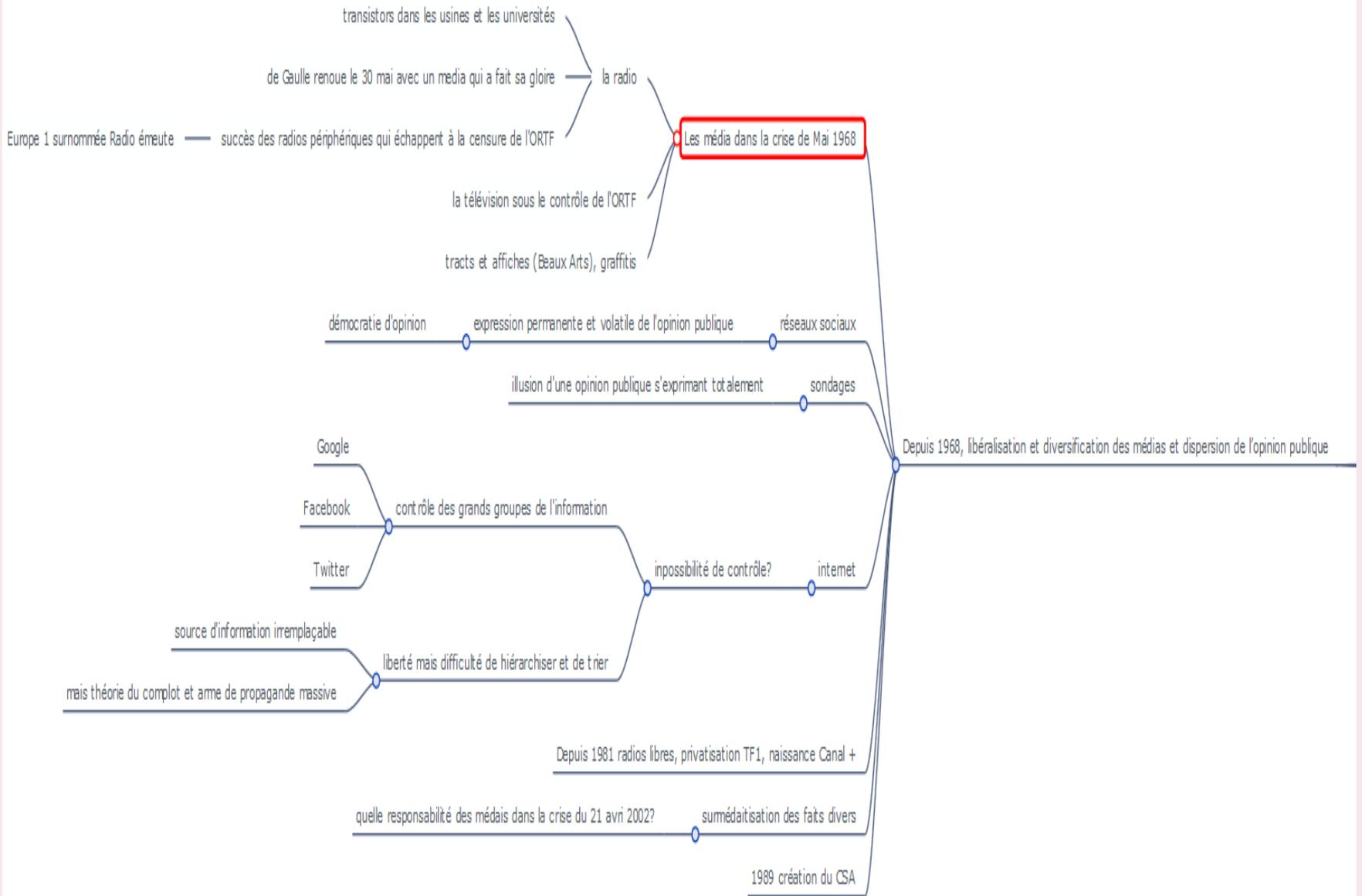
IV^e République
1946 à 1958

V^e République

<https://framindmap.org/c/maps/96368/edit>

La carte mentale créée sur Framindmap est en accès libre pour les élèves qui la reproduisent dans leur cours sur un format A3, ils l'illustrent.





De l'affaire Dreyfus aux années 1930, des médias qui reflètent et amplifient les clivages de la société

La crise politique et médiatique lors de l'affaire Dreyfus

la presse anti-dreyfusarde

— 90% des titres

antisémite

La Libre Parole de Drumont

Le Grelot

Psst! de Caran d'Ache et Forain

patriotique et militariste

— presse de droite conservatrice

— Le Petit journal

la presse dreyfusarde

— Presse républicaine

— 1898 L'Aurore l'accuse de Zola 300.000 exemplaires — procès de Zola

— Clemenceau et Jaurès

— tracts, affiches

1881 Liberté de la presse

— âge d'or de la presse, rotatives, presse bon marché

enracinement de la République

— violence de la vie politique, républicains, anti-républicains

1914-1918: Union sacrée, censure, "bourrage de crânes", presse des tranchées

La crise politique du 6 février 1934 et sa couverture médiatique

— Presse de droite

— presse de gauche

— La Canard Enchaîné et l'affaire Stavisky

— Le Populaire

— affaire Salengro

De la Seconde guerre aux années 1960; des médias outils de propagande politique

Les médias dans la Seconde guerre mondiale

guerre des ondes

radio de résistance

1940 BBC "Les Français parlent aux Français"

appel de de Gaulle du 18 juin 1940

radios de collaboration

Radio Stuttgart, Radio Paris, Radio Vichy

annonce de l'armistice de Pétain 17 juin 1940

dénonciation du "général micro"

presse muselée, censure, presse collaborationniste ou pétainiste

Le Cri du peuple de Paris

presse antisémite Je suis Partout

La France au travail, journal pro-nazi

presse de résistance

1200 titres

Combat

Franc Tireur

Libération, retour de la liberté de la presse, foisonnement (F. Groux)

France soir

Libération

renaissance de L'Humanité

Le Monde

succès croissant de la télévision

Les médias et la crise algérienne de Mai 1958

La télévision

radio

presse

presse d'extrême-droite

L'Action Française

Gringoire

censure et contrôle médiatique de la république gaullienne

ORTF

conférences de presse à l'Elysée

caricature de J. Effel

usage de la télévision par le pouvoir (allocutions)

télévision, média de masse

premier JT juin 1949

couronnement Elizabeth 1953

mission Apollo 11 1969

assassinat Kennedy 1963

Scénario pédagogique		Tâches	Productions	Capacités travaillées	Aides et outils
TRAVAUX DE GROUPE	HEURE 1.2	Travail sur documents en binômes, questionnaire, production de l'écrit de niveau 1	Écrit de niveau 1 Format Word	<ul style="list-style-type: none"> – nommer les continuités et ruptures chronologiques – situer et caractériser une date dans un contexte chronologique – identifier des documents – prélever, hiérarchiser et confronter des informations – cerner le sens général d'un document – critiquer des documents – lire un document et en exprimer oralement et par écrit les idées clés 	<ul style="list-style-type: none"> • Documents • Questionnaire qui aide au prélèvement d'informations dans les documents • Sites • Manuel
	HEURE 2.3	Rendre compte, mutualiser, écriture collective en grand groupe	Écrit de niveau 2 Format Word	<ul style="list-style-type: none"> – confronter des situations historiques différentes – rédiger un texte ou présenter à l'oral un exposé construit et argumenté en utilisant le vocabulaire historique spécifique 	<ul style="list-style-type: none"> • Fiche-guide de production de l'écrit • Écrits de niveau 1
Correction et vérification des productions élèves					
COURS DIALOGUÉ+ ACTIVITE ELEVES	HEURES 4 et 5	Cours dialogué avec intégration des travaux élèves	Introduction en rédaction collective Carte mentale	<ul style="list-style-type: none"> – mettre en relation des faits ou événements de natures, de périodes différentes – décrire et mettre en récit une situation historique 	<ul style="list-style-type: none"> • écrits de niveau 2 corrigés et validés
	HEURE 5.6	Écriture individuelle	Conclusion en rédaction collective Frise chronologique	<ul style="list-style-type: none"> – situer un événement dans le temps court ou le temps long 	

La presse écrite dans l’Affaire Dreyfus

En septembre 1894, un officier juif alsacien, le capitaine Alfred Dreyfus, est accusé d’espionnage à l’encontre de la France pour l’Allemagne. Ce dernier est arrêté le 15 octobre 1894. Le 22 décembre 1894, Dreyfus, est condamné par un Conseil de guerre, après trois jours de procès à huis-clos, à partir de « preuves » tenues secrètes, que même son avocat n’a pu consulter. En janvier 1895, Alfred Dreyfus est dégradé et déporté à l’Île du Diable, au large de Cayenne. Durant deux ans, les passions se déchaînent et la presse les amplifie. Quelques journaux tentent de rester neutres et d’informer, mais la plupart se positionnent pour ou contre Dreyfus, reflétant la profonde division de l’opinion publique. Cette affaire au départ judiciaire devient une affaire médiatique et politique nationale. L’affaire rebondit avec l’enquête menée par un officier, Picquart, et surtout quand en 1898, E. Zola publie à la Une du journal de gauche L’Aurore, une tribune ouverte adressée au président de la République, Félix Faure. Cette une est restée célèbre sous le nom de J’Accuse... La presse s’oppose alors violemment entre journaux dreyfusards et antidreyfusards. L’affaire Dreyfus est d’abord une division entre la gauche et la droite, les journaux conservateurs sont pour l’armée, contre Dreyfus, tandis que les journaux républicains sont dreyfusards. Le ralliement de Georges Clemenceau ou de Jean Jaurès en sont les symboles. Le 1er novembre 1894, La Libre Parole, journal antisémite d’Édouard Drumont, titre : "haute trahison, arrestation de l’officier juif Alfred Dreyfus" Dans son article Drumont affirme que la capitaine Dreyfus a avoué avoir livré des secrets militaires à l’Allemagne, que les preuves de sa culpabilité sont absolues. La Libre Parole déchaîne la haine antisémite. Les grands quotidiens nationaux : Le Petit Journal, Le Petit Parisien, Le Journal, Le Matin, quotidiens à grand tirage, s’adressent à un large public, ils restent dans une prudente réserve au début de l’Affaire sans toutefois toujours résister à la tentation antisémite. Cependant, après le procès tous deviennent antidreyfusards. La presse républicaine : Le Temps, Le Figaro, Le Journal des Débats reflètent la position du gouvernement à savoir parler le moins possible de l’Affaire Dreyfus. Il s’agit de privilégier la paix sociale. Cependant, après le procès de 1894 ces journaux passent à l’antidreyfusisme : l’Éclair se fait le porte-parole de l’armée, le Figaro ou l’Echo de Paris se lancent dans des campagnes jugées abominables par Zola et d’autres comme le Siècle sont favorables à la révision. L’opinion publique se déchire (caricatures de Caran D’Ache, du Grelot) et les Français se passionnent pour l’Affaire. Le procès de Zola est l’occasion d’un rebondissement. Le complot de l’armée française contre le juif Dreyfus est démontré, le vrai coupable, Esterhazy, sera pourtant acquitté. Dreyfus est finalement réhabilité dans la même cour d’honneur des Invalides, là où il avait été humilié (Une du Petit Journal).

Ecrits finaux amendés par toute la classe et photocopiés aux élèves pour servir de trace écrite

La crise du 6 février 1934

Le 6 février 1934 a lieu une crise politique de la III^e République, qui a lieu dans Paris. Elle prend la forme d’une manifestation conduite par différentes Liges d’extrême-droite. Ces Liges sont antiparlementaires, hostiles à la III^e République.

La France est alors plongée dans la crise économique de 1929 et dans un chômage très fort. Le fascisme a gagné toute l’Europe. De plus, le mécontentement populaire contre les hommes politiques atteint son apogée avec l’affaire Stavisky, un escroc qui a bénéficié d’appuis politiques. Son procès menace d’être retentissant, Stavisky meurt opportunément, avant d’avoir révélé quoi que ce soit. La justice parle d’un suicide, mais la presse et notamment Le Canard Enchaîné, journal satyrique créé en 1905, ironise sur « Stavisky se suicide d’une balle qui lui a été tirée à bout portant ».

Le 6 février 1934, E. Daladier doit présenter son gouvernement. Les Liges s’agitent, organisent une grande manifestation place de la Concorde, 30 000 manifestants hurlent des slogans antirépublicains et antisémites et se dirigent vers l’Assemblée Nationale. Sur ordre du gouvernement, la Garde Républicaine ouvre le feu, 15 manifestants sont tués. Le lendemain, la presse rend compte de l’événement de façon diamétralement opposée. Dans la presse de gauche (SFIO de L. Blum), le journal Le Populaire titre « Le coup de force fasciste a échoué », les manifestants sont présentés comme ayant voulu s’emparer du pouvoir, le gouvernement est félicité d’avoir défendu la République contre le fascisme français.

En revanche, le journal L’Action Française, d’extrême-droite, fondé par C. Maurras, titre « Après les voleurs, les assassins », faisant référence à l’affaire Stavisky et à un gouvernement criminel qui tire sur le peuple. Le journal évoque un Daladier fuyant « par derrière, longeant les murs, sans sortir de sa voiture ».

La couverture médiatique de la crise du 6 février 1934 montre une presse écrite très divisée politiquement, extrêmement violente, on lit alors le journal de son parti politique, et un même événement peut être interprété de façon totalement différente. En cela, on peut rapprocher le rôle de la presse en cette crise avec l’affaire Dreyfus. La crise contribue à l’union des communistes et des socialistes de la SFIO deux ans plus tard, pour faire barrage aux Liges et au danger du fascisme, ce sera le Front Populaire (1936).

Les médias dans la tourmente de la Seconde guerre mondiale

Alors que la France est en guerre contre l'Allemagne depuis 1939, et alors que le pays est envahi de puis l'attaque du 10 mai 1940, le 17 juin 1940, P. Pétain annonce l'arrêt des combats à la radiodiffusion. Le lendemain, le 18 juin 1940, un général, Charles De Gaulle, en contradiction avec le discours de Pétain, lance un appel à la résistance depuis Londres à la radio BBC. Pétain signe l'armistice et entame une collaboration avec Hitler, en octobre 1940. La France est alors occupée, c'est le Régime de Vichy (1940-1944). Les Allemands laissent l'administration française sous l'autorité du gouvernement français installée à Vichy. Dès octobre 1940, Pétain met en œuvre une politique de collaboration avec les nazis, et instaure des lois antisémites. Pétain, après l'obtention des pleins pouvoirs, se nomme lui-même, « Chef de l'État Français ». Le mot « République » disparaît des actes officiels. C'est la fin de la III^e République. L'État mobilise tous les moyens médiatiques au service de l'effort de guerre. Quelles sont les conséquences de la défaite et de l'occupation sur les médias en France ? Comment les médias peuvent-ils influencer l'opinion publique pendant le Régime de Vichy et la Résistance ? Les médias jouent un rôle très important lors de cette crise politique. La liberté de la presse disparaissant, les médias choisissent de collaborer avec l'Allemagne nazie et les partisans de Vichy. La déclaration de la défaite française du 17 juin 1940, annoncée par Pétain à la Radio-Paris (« Radio-Paris ment, Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand ») est écoutée par la majorité des Français. On parle d'une véritable « guerre des ondes » entre radios anglaise au service des Résistants et des gaullistes et la radio française, aux ordres des Allemands. A partir de ce moment-là, naît une opposition entre les médias. Le Régime de Vichy instaure un contrôle des médias, plus particulièrement de la presse écrite. On peut citer l'exemple du « Journal original de mai 1941 », un journal pronazi, en accord avec Pétain qui se moque des juifs : « J'ai vu des juifs travailler », il s'agit en fait de juifs dans les camps de concentration. « Je suis partout » est un autre journal, qui montre par son nom, qu'il voit tout, entend tout, contrôle tout, et a accès à tout. C'est le journal collaborationniste le plus important et influent de l'époque : « Il faut se séparer des juifs et ne pas garder les petits » (1942). D'autres médias se concentrent davantage sur la Résistance par exemple « la Dingaillite ». La Dingaillite, mélange de « De Gaulle » et de « dingot », est un journal caricatural sous forme de BD. Elle est considérée comme « une maladie honteuse », donc tous les résistants qui choisissent de suivre De Gaulle seraient fous. Ainsi, la propagande (action exercée sur l'opinion pour lui faire accepter certaines idées ou doctrines), encourage l'opinion publique à accepter et approuver le sort des juifs, et à empêcher les mouvements de résistance. En opposition au discours de Pétain, De Gaulle annonce que la guerre n'est pas perdue et qu'il faut continuer de se battre, cet appel est cependant écouté par une minorité de Français. Malgré la censure exercée par le régime de Vichy, des journaux clandestins, en soutien à De Gaulle, apparaissent tout de même. Ainsi « Franco-tireur » en est le parfait exemple. Ce journal fait partie des trois plus grands journaux (avec Combat) de résistance dans la zone sud. Autour de lui va se former un mouvement de résistance des plus importants. Suite à la censure, la part des journaux de la résistance occupe une

place minoritaire et est publiée dans l'illégalité la plus totale. La guerre est aussi médiatique. A la suite de la défaite annoncée par Pétain à la radio, le 17 juin 1940, les médias ne sont pas laissés influencer par l'occupation allemande. Ainsi, les idées nazies ont pu se propager à travers des différents médias, comme la radio ou les journaux. Ces médias sont étroitement contrôlés et sont surtout publiés sous forme de propagande afin de réguler les informations qui peuvent se propager, et inciter la population à collaborer, mais surtout à accepter le régime de Vichy, ce sont donc des médias au service du régime. (Le régime du maréchal Pétain s'appuie sur les journaux de droite). Par exemple écouter la radio de Londres, depuis laquelle De Gaulle s'exprimait, était passible de déportation (la fameuse émission « Les Français parlent aux Français »). Par conséquent, l'opinion publique est informée par des médias peu objectifs. Cependant certains médias font le choix de la clandestinité, donc de la résistance. Ces journaux, occupant une place minoritaire, sont là pour inciter la population à se soulever contre le régime de Vichy, et à créer le plus grand mouvement de Résistance (l'idée est de réagir par l'impression de journaux clandestins). Entre 1940 et la libération, les médias se retrouvent en opposition, défendant soit la résistance soit la collaboration, afin d'influer au mieux l'opinion publique et la ramener à la cause voulue. A la Libération, la liberté de la presse est rétablie et les journaux collaborationnistes interdits.

La crise de mai 1958 et sa couverture médiatique

La guerre d'Algérie débute en 1954 et les gouvernements successifs n'arrivent pas à tenir une ligne politique et militaire pour gérer ce conflit. La guerre d'Algérie précipite la France dans une crise majeure. De nombreux attentats, aussi bien de part et d'autre de la Méditerranée ont lieu. Ils sont orchestrés par le FLN. Les Français sont alors très partagés au sujet de la guerre. Les médias français informent le peuple de ce qu'ils appellent alors les opérations de " maintien de l'ordre ". En France, la IV^e République est alors fragilisée par une instabilité au niveau du gouvernement, qui doit faire face à un problème majeur, la guerre. La IV^e République détient un record d'instabilité avec 21 gouvernements en 12 ans d'existence. A Alger, les Pieds-Noirs désirent que De Gaulle revienne au pouvoir car il est pour eux la garantie de conserver l'Algérie française. Comment les médias français ont-ils traité la crise du 13 mai 1958 et ses conséquences ?

Le 13 mai 1958, à Alger, des militaires prennent le pouvoir et menacent de lancer un coup d'état si De Gaulle ne revient pas au pouvoir. Pour les militaires, les Français d'Algérie et bon nombre de leurs partisans, il n'y a que De Gaulle qui puisse garder l'Algérie Française et remettre de l'ordre en France. Les médias, presse écrite et radio, sont divisés. Globalement, la presse communiste est anticolonialiste. Mais la majorité des journaux ne parle pas de guerre. Les événements d'Alger sont repris par la presse écrite et les radios qui suivent en direct ce qui s'y déroule. Les événements d'Alger sont perçus différemment selon l'orientation politique des médias.

Grâce aux journaux et au discours de René Coty, président français de l'époque, on peut rendre compte de l'importance médiatique de la crise. En effet, le journal Le comité du Salut Public D'Alger du 13 mai 1958 rend compte de la manifestation

organisée pour sauver la mémoire des trois français tués par le FLN et montrer son opposition à l'arrivée au pouvoir de Pierre Pflimlin, député MRP favorable à la négociation du problème algérien. Cette manifestation tourne à l'émeute. De là le journal nous informe qu'un télégramme a été envoyé à René Coty, le président, pour lui faire part du mécontentement de l'arrivée au gouvernement de Pierre Pflimlin et qu'ils veulent un gouvernement de Salut Public. (Voir la Une du Comité Salut). Le 14 mai 1958, Le Figaro publie un article de presse qui reflète le coup d'Etat militaire à Alger avec la création d'un comité civil et militaire présidé par le général Massu et le général Salen qui prennent le pouvoir en Algérie. (Voir la une du Figaro). Pour la gauche, aucun doute, il faut faire barrage à ce coup d'état. C'est le cas en particulier de l'Humanité, qui titre « Alerte au fascisme ! ».

Le 28 Mai 1958, le président du Conseil Pierre Pflimlin, démissionne. Problème: aucun candidat ne veut prendre le poste et la France se retrouve sans gouvernement. René Coty, président de la République, menace de démissionner si de Gaulle ne revient pas au pouvoir. Son message est retransmis par la télévision le 28 mai 1958. Les médias visent à influencer l'opinion publique dans l'objectif de garder l'Algérie française. De ce fait ils ne montrent que le bon côté de l'opération du maintien de l'ordre. La télévision attire l'opinion publique car c'est une nouvelle forme d'information qui apparaît. La radio et la presse écrite, restent néanmoins très prisés des français. Ainsi, comme le montre Le Figaro, qui est un journal de droite, pp De Gaulle, on peut voir que, pour eux, son retour au pouvoir serait la clef de l'Algérie qui resterait alors française. Car rappelons le, durant la IV^{ème} République, ce n'est pas le peuple qui élit le président. Ainsi le 1er juin 1958 l'Assemblée Nationale compte 329 voix pour le retour de De Gaulle, et 224 contre. Le 3 juin 1958, le général De Gaulle reçoit les pleins pouvoirs constitutionnels et il prononcera son discours "Je vous ai compris" à Alger le 4 juin

De Gaulle se présente devant l'Assemblée nationale de la IV^{ème} République pour y être investi en tant que président du Conseil, c'est-à-dire chef de gouvernement. Il pose une condition : changer la Constitution et changer de République.

De Gaulle est investi comme dernier président du Conseil de la IV^{ème} République, même si la gauche a voté contre. De Gaulle est au pouvoir « grâce » à la guerre d'Algérie et parce qu'il a promis de garder l'Algérie Française.

De Gaulle rédige une nouvelle constitution qu'il soumet au peuple français par référendum. Le OUI l'emporte largement avec près de 80%. La V^{ème} République est née.

Les médias et la crise de Mai 1968

En 1968, la France est gouvernée par le Général de Gaulle, c'est la Ve République, depuis la crise algérienne de mai 1958. Une série de révoltes éclate en mai menées par des étudiants parisiens, rapidement rejoints par des millions de grévistes chez les ouvriers et les employés. Le mouvement naît à l'Université de Nanterre, le leader est D. Cohn-Bendit. Les étudiants, communistes, dénoncent le capitalisme, la morale gaulliste, des arrestations qui font suite à des manifestations contre la guerre du Vietnam et prônent la libération sexuelle, les droits des femmes. Des manifestations sont parfois violentes comme dans le quartier latin à Paris où les manifestants ont créé des barricades et jeté des pavés sur les forces de l'ordre (CRS). En pleine période de Trente Glorieuses, il s'agit d'un mouvement de lutte contre le poids social et politique, d'un mouvement de la jeunesse qui refuse l'avenir qui lui est proposé. (« Metro, boulot, dodo », « sous les pavés la plage », « la beauté est dans la rue »...).

On distingue alors 2 types de médias : d'un côté ceux contrôlés par l'Etat, et sujets à la censure et au conformisme, d'un autre, les médias libres. Le principal moyen de propagande de l'Etat est l'ORTF : l'Office de radio-diffusion-télévision française. En effet, le gouvernement utilise et contrôle pleinement ce moyen de communication. Parallèlement, de Gaulle réalisait des conférences de presse totalement contrôlées, dans la mesure où les questions posées étaient préalablement filtrées et préparées ; une caricature de Jean Effel en 1964 dénonçait ces procédés. Le contrôle de l'ORTF était quant à lui dénoncé par le biais d'affiches, principalement réalisées par des étudiants des Beaux-arts, de cartes postales, de graffitis, ou encore par la création de journaux tels que « Action », créé le 7 mai 1968 pour servir de relais aux revendications de plusieurs mouvements étudiants. La radio a également un rôle substantiel afin d'assurer le soutien de l'opinion face à la répression policière. Les stations qui attirent le plus d'auditeurs sont RTL et Europe 1 (surnommée Radio émeute par le pouvoir), elles siègent au Luxembourg afin d'éviter la censure en France.

Le 30 mai 1968 à 16h30, a lieu le discours radiodiffusé du Général de Gaulle à une heure d'audience importante, c'est la radio qui est choisie car la télévision est en grève, tous les Français écoutent la radio, même dans la rue, c'est un média qui s'est déjà révélé très efficace pour C. de Gaulle (appel du 18 juin 1940). Il rappelle alors qu'il dirige légitimement la nation française, et rejette catégoriquement toute demande de démission des opposants ou de révocation du Premier Ministre. En revanche, il annonce la dissolution de l'Assemblée Nationale poussant ainsi l'opinion comme les organisations politiques à se détourner de l'action de rue pour se consacrer à la préparation du futur scrutin. L'appel qu'il lance aux Français est entendu, le nombre de grévistes diminue de près de 9 millions en un mois et le parti Gaulliste obtient la majorité aux élections législatives en juin.

Mai 68 marque le début d'une critique virulente contre les médias aux ordres du pouvoir, d'une condamnation de la société de consommation et d'un pouvoir aux mains de gens âgés et qui ne comprennent plus la jeunesse du pays. De Gaulle quitte le pouvoir l'année suivante, des lois comme l'IVG ou la majorité à 18 ans en sont une conséquence directe.